



Samedi 15 mai, marchons pour faire entendre nos voix contre Monsanto et l'agrochimie !



Le samedi 15 mai aura lieu **la plus grosse mobilisation pour la justice environnementale et contre Monsanto et l'agrochimie** depuis 2019 : [la Marche contre Monsanto](#). Partout en France et dans le monde, nous serons dans la rue pour **exiger la justice environnementale pour toutes les victimes des multinationales agrochimiques**, pour dénoncer les impacts du système agro-industriel actuel et ses inégalités et promouvoir une agriculture et une alimentation écologique et autosuffisante pour tou-te-s !

Nous ne pouvons pas manquer cette opportunité de faire entendre nos voix. [Inscrivez-vous maintenant et invitez vos proches, cette journée doit être historique !](#)

Manifester est d'autant plus urgent qu'hier a été rendu le verdict du procès de Tran To Nga contre 14 multinationales ayant fabriqué ou commercialisé l'agent orange : **ses demandes ont été jugées irrecevables**. Tran To Nga, journaliste franco-vietnamienne de 79 ans, a été exposée à l'agent orange alors qu'elle était engagée en tant qu'activiste dans le mouvement indépendantiste du Nord du Vietnam et qu'elle couvrait la guerre en tant que journaliste. **Elle souffre aujourd'hui de pathologies caractéristiques d'une exposition à ce produit dangereux**. Tran To Nga mène une **bataille juridique depuis 2014** contre 14 firmes, dont Bayer-Monsanto, à l'origine de ce pesticide délétère qui est responsable de près de 4 millions de victimes au Vietnam.

Ce verdict est inacceptable : **Tran To Nga et toutes les victimes des multinationales agrochimiques doivent obtenir justice et réparation !**

Je marche samedi

Le 9 mai, nous étions 115 000 dans la rue pour le climat



Dimanche, **nous étions 115 000 à marcher dans toute la France** pour dénoncer l'échec du projet de loi climat et résilience. Nous avons marché pour **rompre avec un gouvernement** qui refuse d'agir à mesure de l'urgence qui nous menace, pour **faire entendre notre colère** face à cette occasion manquée pour le climat et la démocratie que représente la loi climat.

“Ensemble, nous sommes une force immense !”

Des nouvelles des projets de Notre Affaire à Tous



La lutte pour une Constitution Écologique continue

Mercredi dernier, rappelez-vous, nous étions devant le Sénat avec le collectif [Notre Constitution Écologique](#) pour réclamer le maintien de la réforme de l'article 1er de la Constitution avec la formulation suivante :

« **La République garantit la préservation de la biodiversité, de l'environnement et lutte contre le dérèglement climatique** »

Or, suite à l'examen du projet de loi en commission spéciale les sénateurs.ices ont modifié la réforme et **opté pour une formulation bien plus faible** :

“La France préserve l'environnement ainsi que la biodiversité biologique et agit contre le dérèglement climatique, dans les conditions prévues par la Charte de l'environnement de 2004”

Dans la foulée, Emmanuel Macron a annoncé renoncer au référendum sur l'inscription du climat dans la Constitution, référendum **qu'il avait pourtant promis à la Convention Citoyenne pour le Climat**.

Nous restons mobilisé.es pour demander le maintien du terme “garantit” dans le projet de loi constitutionnelle. Agissez avec nous : [interpellez votre sénateur ou sénatrice](#) cette après-midi !

[Interpellez votre sénateur.ice](#)



Nous publions 38 propositions pour les régions

La semaine dernière, nous avons publié [nos propositions](#) à destination des candidat-e-s aux élections régionales qui se tiendront les 20 et 27 juin 2021.

Alors que le mouvement pour la justice climatique met en avant les préoccupations grandissantes des citoyen-ne-s pour les questions socio-environnementales et que de nombreuses personnes sur le territoire français sont [déjà confrontées aux impacts](#) du dérèglement climatique, **la région doit intégrer de façon transversale, dans toutes ses politiques et activités, la problématique environnementale et les enjeux sociaux qui y sont liés.**

L'échelon régional, souvent peu mis en avant, **est pourtant au centre des réformes législatives récentes**, et du projet de loi 4D, afin de positionner la région comme collectivité cheffe de file de la transition écologique. Il est essentiel que les future-s élu-e-s se saisissent pleinement de ces compétences.

Nos propositions s'appuient sur **les compétences des régions, les outils déjà disponibles** et les bonnes pratiques à développer afin de mettre en œuvre la justice environnementale à l'échelle régionale.

[En savoir plus](#)

Conseils lecture : blog de Notre Affaire à Tous

Nous avons publié récemment un article sur le [blog juridique de Notre Affaire à Tous](#).

[Cet article](#) revient sur une pensée fondatrice des droits de la nature : la cosmovision andine, une pensée et croyance indigène qui épouse la vie, et reconnaît, en ce sens, l'interdépendance omniprésente qui lie toutes les entités naturelles entre elles, dont l'humain fait partie.

[Aller sur le blog](#)

Agissez avec nous !

Pour que nous construisions ensemble une planète protectrice du vivant et des droits humains, votre [engagement à nos côtés](#) et **vos dons** sont essentiels.

Nous avons besoin de votre soutien !

[Je fais un don](#)

[J'adhère à Notre Affaire à Tous](#)

Notre Affaire à Tous
31 rue Bichat
75010 Paris
contact@notreaffaireatous.org



Cet e-mail a été envoyé à {{ contact.EMAIL }}
Vous avez reçu cet email car vous vous êtes inscrit sur Notre Affaire à Tous.

[Se désinscrire](#)

Envoyé par

 [sendinblue](#)

© 2021 Notre Affaire à Tous